

Le Canada à un tournant

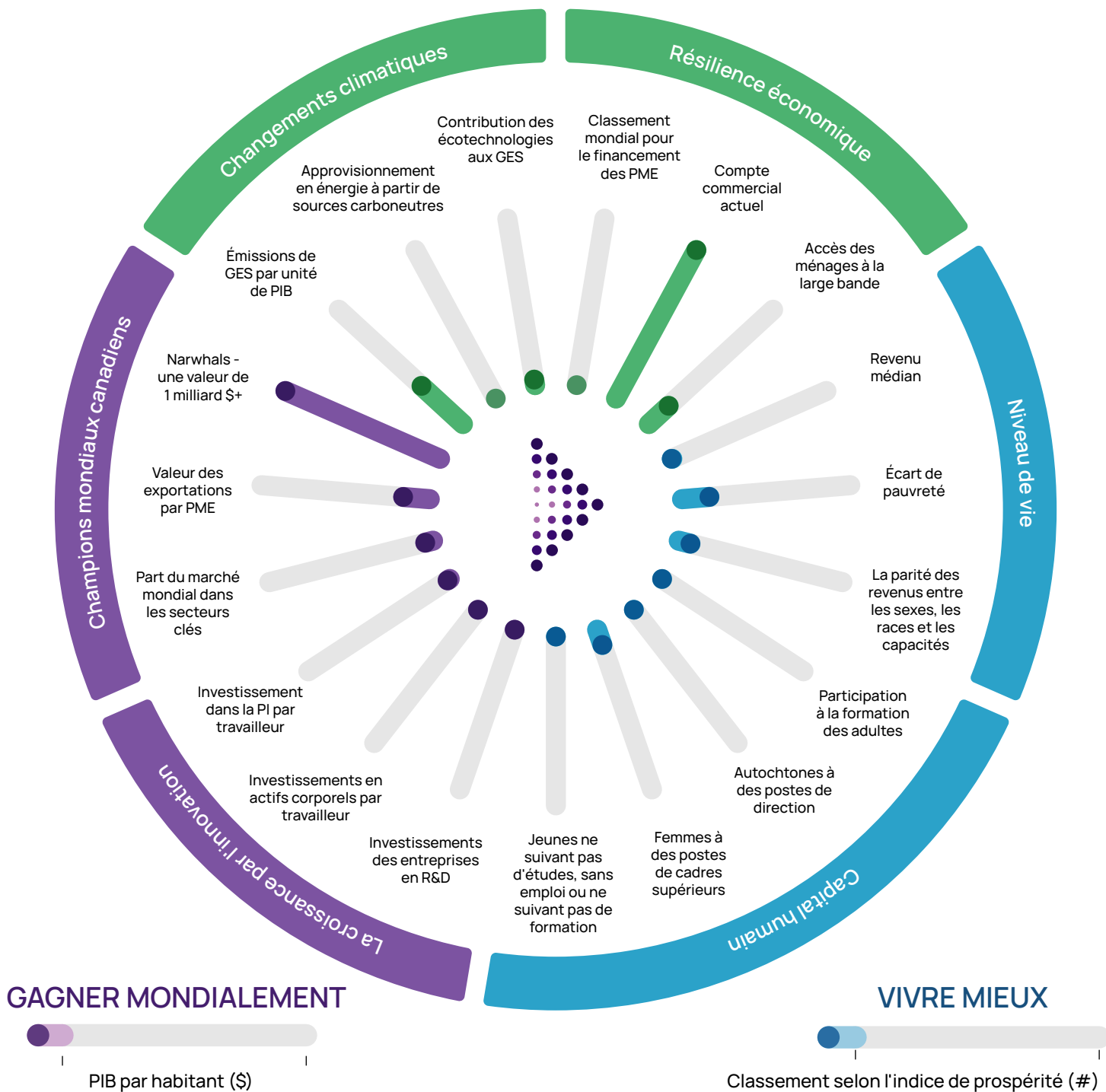
Le point sur le rapport du Tableau de bord
de la Coalition pour un avenir meilleur

Mars 2023

Tenir le compte

Suivi des avancées du Canada vers une croissance économique durable et inclusive

UNE CROISSANCE DURABLE



Un message de nos coprésidentes

Mesure des progrès accomplis pour bâtir l'une des économies les plus compétitives, inclusives et durables du monde

Maintenant que le Canada est sorti de la pandémie de COVID-19, il est temps de faire preuve d'ambition et de réimaginer ce que nous sommes en mesure d'accomplir en tant que pays. Il est temps de hausser nos objectifs et d'adopter une vision audacieuse propice à une croissance économique inclusive et durable afin d'offrir des possibilités pour tous.

La première étape pour jeter les assises d'un avenir plus prospère, plus inclusif et plus durable pour tous les Canadiens est de promouvoir un niveau d'ambition économique beaucoup plus élevé pour notre pays.

La Coalition pour un avenir meilleur représente une communauté diversifiée et croissante de chefs d'entreprise, d'organismes communautaires et civiques, de défenseurs de politiques sociales, de jeunes, de groupes autochtones, d'ONG environnementales et de citoyens conscientisés. Nous apportons tous un point de vue unique, mais nous sommes unis dans notre conviction que la croissance économique est une condition préalable nécessaire à la création d'emplois, à l'augmentation des revenus, à un environnement plus sain et à une meilleure qualité de vie.

Nous sommes parfaitement conscients que l'économie canadienne est confrontée à de nombreux vents contraires, dont le vieillissement de la population, la faiblesse des investissements des entreprises et la faible productivité. Nous sommes également conscients que le taux annuel moyen de croissance économique du Canada ralentit depuis des décennies. La pandémie a créé de nouveaux défis, touchant de façon disproportionnée les Canadiens à faible revenu et faisant grimper les niveaux de la dette publique.

Néanmoins, nous refusons d'accepter que la lenteur de la croissance et la stagnation soient inévitables. Les Canadiens ont le choix. En choisissant, en tant que pays, de faire de la croissance économique une priorité politique, nous pouvons renforcer les fondements de la société canadienne et créer la richesse nécessaire pour financer et améliorer les programmes sociaux et les services publics dont nous dépendons tous.

Les décisions que les leaders, les entreprises et les particuliers prennent aujourd'hui détermineront la voie que suivra notre pays dans les années à venir. La première étape pour jeter les assises d'un avenir plus prospère, plus inclusif et plus durable pour tous les Canadiens, est de promouvoir un niveau d'ambition économique beaucoup plus élevé pour notre pays. Nous devons nous demander où nous souhaitons que le Canada soit dans une décennie ou plus en termes de niveau de qualité de vie, d'égalité des chances, de réduction de la pauvreté, de performance environnementale et d'autres mesures d'une société saine. Nous devons ensuite travailler ensemble pour transformer cette vision en réalité.

Pour soutenir cette vision, la Coalition pour un avenir meilleur a créé un Tableau de bord afin de suivre et de surveiller la performance du Canada par rapport à des objectifs à long terme. Le Tableau de bord comprend 21 paramètres clés répartis selon six thèmes et trois objectifs centraux :

VIVRE MIEUX

GAGNER MONDIALEMENT

UNE CROISSANCE DURABLE

On peut choisir de mesurer les progrès de différentes manières, mais chacun de ces 21 paramètres est un indicateur internationalement reconnu du développement économique ou social d'un pays, pour lequel les données sont facilement disponibles.

Pour chaque paramètre du Tableau de bord, un objectif ambitieux a été établi pour 2030. Nous croyons que si le Canada s'engage à atteindre ces objectifs, nous pourrions mettre sur pied une des économies les plus compétitives, inclusives et durables au monde.



A handwritten signature in black ink that reads "Anne McLellan".

L'honorable Anne McLellan



A handwritten signature in blue ink that reads "Raitt".

L'honorable Lisa Raitt

Sommaire

Les défis à venir pour le Canada

Au cours de la dernière année, la performance économique du Canada a été mitigée. Nous observons d'une part de nombreux signes de résilience, mais d'autre part, des indications de faiblesse persistante qui nous font craindre pour notre prospérité économique future.

Notre économie a plus que compensé les pertes de production et d'emploi dues à la pandémie.

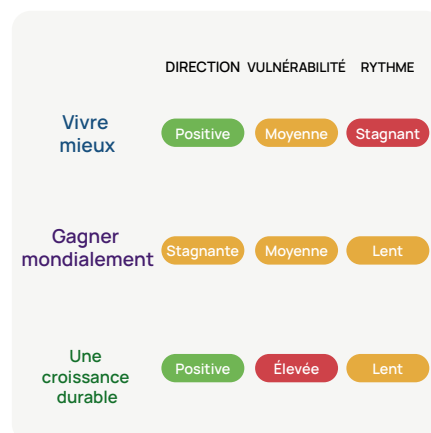
Mais la productivité de la main-d'œuvre, une transition climatique incertaine, les risques liés à la viabilité budgétaire et le manque de compétitivité mondiale sont de réels défis pour l'économie canadienne.

La grande révélation de 2022 est à quel point il sera difficile de sortir de notre cycle de croissance lente. La crise de l'inflation, les bouleversements géopolitiques, une tendance structurelle à s'éloigner de la mondialisation et des niveaux d'endettement plus élevés en témoignent : il n'y a pas de solutions faciles.

Et si le Canada compte de nombreux avantages (notamment sa capacité d'attirer des immigrants et de tirer profit de la hausse des prix des matières premières), il est par ailleurs à la traîne en matière de croissance et de compétitivité.

Ce rapport utilise les dernières données publiques disponibles pour chaque paramètre, un an après le lancement du Tableau de bord. Nous évaluons la force de trois piliers essentiels en appliquant les tests suivants :

- Les indicateurs évoluent-ils dans la bonne direction
- Sont-ils en bonne voie pour atteindre les objectifs
- Quelle est leur vulnérabilité à un revirement ou à un choc soudain



Les données montrent que nous avançons dans la bonne direction sur certains fronts, mais beaucoup trop lentement pour atteindre le type de prospérité que nous estimons être nécessaire. La croissance du PIB par habitant est primordiale pour notre bien-être futur et elle doit s'accélérer pour atteindre la prospérité que nous savons être nécessaire pour les générations futures.

Le Canada est vulnérable aux chocs futurs et ne dispose pas d'une marge de manœuvre suffisante en cas de changement rapide de l'environnement économique.

À l'heure où le Canada est en quête d'un avenir économique meilleur, il ne fait aucun doute que nos efforts pour favoriser une croissance plus forte et promouvoir une meilleure qualité de vie seront vains si les avantages récoltés ne peuvent être partagés par tous les Canadiens. Ainsi, les écarts de conditions qui divisent le Canada rural et urbain devront être comblés.

C'est pourquoi le Canada a besoin, maintenant plus que jamais, d'un plan à long terme pour instaurer une croissance économique inclusive et durable.

Des objectifs ambitieux pour 2030 ont été fixés selon les trois piliers pour une croissance à long terme, inclusive et durable.

Vivre mieux

| KPI | Souhaité pour 2030 | Argumentaire | Meilleur de la catégorie |
|--|--------------------|---|--|
| A1 Revenu médian provenant des traitements, salaires et commissions (\$) | 39 100 / 48 000 | Atteindre un taux de croissance annuel des revenus de ~2% au cours des 10 prochaines années (contre 0,8 % depuis 2012), similaire à la croissance atteinte aux États-Unis au cours des 10 dernières années. | La croissance de 3 % des salaires annuels moyens depuis 2012 est l'une des plus élevées de l'OCDE. |
| A2 Écart de pauvreté moyen (%) | 33 / 25 | Réduire le déficit moyen d'environ 30 % pour obtenir des écarts de pauvreté similaires à ceux des principaux pays du G7 (par exemple, la France et l'Allemagne). | 24 % d'écart de pauvreté – le plus bas parmi les pays du G7 |
| A3 Écart salarial racial (%) | 81 / 95 | Obtenir des résultats égaux en matière d'emploi pour l'ensemble de la main-d'œuvre canadienne racialisée et non racialisée. | <i>Disponibilité limitée des données pour la comparaison par pays</i> |
| B1 Participation à la formation des adultes (%) | 47 / 60 | Obtenir la meilleure participation à l'éducation et à la formation des adultes parmi les pays pairs (comme les économies scandinaves). | 58 % de participation à l'apprentissage des adultes lié à l'emploi |
| B2 Part de la population autochtone dans les postes de direction (%) | 2 / 5 | Assurer une participation proportionnelle de la population autochtone à la population active, mais surtout aux postes de direction. | <i>Disponibilité limitée des données pour la comparaison par pays</i> |
| B3 Part des femmes dans les postes de direction (%) | 29 / 50 | Obtenir une représentation des femmes aux postes de direction similaire à celle de leurs homologues masculins. | 43 % de femmes à des postes d'encadrement supérieur et intermédiaire |
| B4 Part des jeunes ne suivant pas d'études, sans emploi ou ne suivant pas de formation (%) | 12 / 6 | Réaliser une intégration des jeunes similaire à celle de pays pairs comme l'Allemagne et le Japon. | 3,1 % de jeunes ne suivant pas d'études, d'emploi ou de formation |
| LB1 Classement de l'indice de prospérité ¹ (#) | 14 / 5 | Figurer dans le top 5 des nations les plus prospères au monde. | N° 1 au classement général de l'indice de prospérité |

1. Selon l'indice de prospérité Legatum.

■ Actuel ■ 2030

Gagner mondialement

| IRC | Actuel | Souhaité pour 2030 | Argumentaire | Pays | Meilleur de la catégorie |
|---|--------|--------------------|---|------|--|
| C2 DERD financées par le secteur des entreprises (% du PIB) | 1 | 2 | Tripler les investissements en R&D des entreprises par rapport au PIB pour atteindre des niveaux d'innovation D similaires à ceux d'Israël ou des États-Unis. | | 2,6 % DERD financé par le secteur des entreprises, le plus élevé parmi les pays du G7 |
| C3 Investissement en actifs corporels productifs par travailleur (\$) | 3 212 | 9 000 | Augmenter les investissements en machines et équipements par travailleur de 8,1 % par an pour atteindre les niveaux de l'OCDE. | | ~7 500 \$ par travailleur en 2019 - le plus élevé parmi les pays du G7 |
| C4 Investissement dans la propriété intellectuelle par travailleur (\$) | 2 391 | 7 000 | Aligner les investissements dans la PI sur ceux d'économies comparables afin d'accroître le stock d'actifs incorporels du Canada. | | ~7 500 \$ par travailleur en 2019 - le plus élevé parmi les pays du G7 |
| D1 Leaders mondiaux canadiens (#) | 19 | 40 | Doubler le nombre de leaders canadiens en atteignant une envergure mondiale dans des secteurs clés porteurs de croissance. | | ~280 leaders mondiaux dans divers secteurs |
| D2 Valeur moyenne des exportations par PME (\$) | 4 767 | 8 000 | Réaliser une croissance annuelle d'environ 5 % de la valeur moyenne des exportations des PME, similaire à l'objectif de croissance fixé par le Canada pour atteindre 284 milliards \$ d'exportations à l'étranger d'ici 2025. | | Valeur moyenne des exportations par PME industrielle la plus élevée parmi les pays de l'OCDE |
| D3 Nombre de « licornes » (#) | 4 | 17 | Soutenir la mise à l'échelle des entreprises en démarrage canadiennes pour atteindre 10 « licornes » d'origine canadiennes par trillion de PIB. | | 288 « licornes » en 2021 |
| WG1 PIB par habitant (\$) | 49 007 | 60 000 | Réaliser une croissance d'environ 1,8 % au cours des 10 prochaines années pour atteindre la cible de croissance du revenu médian des ménages fixée par le Conseil de croissance. | | Croissance moyenne de 1,6 % au cours de la dernière décennie - la plus élevée parmi les pays du G7 |

■ Valeur actuelle ■ Objectif 2030

Une croissance durable

| IRC | Actuel | Souhaité pour 2030 | Argumentaire | Pays | Meilleur de la catégorie |
|--|--------|--------------------|---|------|---|
| E1 Émissions de GES en milliards \$ de PIB (Mo éq. CO ₂) | 0,47 | 0,32 | Atteindre la réduction des émissions de GES à laquelle s'est engagé le Canada en vertu de l'Accord de Paris de 2015 (30 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2030). | | Réduction de 10 % des émissions de gaz à effet de serre depuis 2015 |
| E2 Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie (%) | 22 % | 40 % | Réaffirmer le leadership du Canada parmi les pays du G7 et soutenir les progrès de l'engagement du Canada envers l'Accord de Paris en comblant l'écart avec les principaux pays scandinaves. | | 61 % de l'approvisionnement en énergie provenant de sources carbonées |
| E3 Contribution des écotecnologies au PIB (milliards \$) | 27 | 100 | Dépasser l'objectif fixé dans les tableaux de la Stratégie économique du Canada : le secteur des technologies propres doit atteindre 80 milliards \$ en 2025 ; pour atteindre 100 milliards \$, il faudra un TCAC de 5 % entre 2026 et 2030 | | N° 1 au classement des innovations en matière d'écotechnologies |
| F1 Compte courant (% PIB) | 27 | 10 | Obtenir un classement parmi les 10 premiers de l'indice de compétitivité mondiale de la Banque mondiale (accès des PME au financement) et combler l'écart avec les États-Unis, qui occupent la 2 ^e place | | N° 1 de l'accès des PME au financement |
| F2 Classement pour le financement des PME (#) | -2 % | 0 % | Inverser la tendance et avoir une balance courante neutre d'ici 2030. En 2019, le Canada a enregistré le 7 ^e plus grand déficit de la balance courante (équivalent à ~1,9 % du PIB). | | N° 1 parmi les pays du G7 avec 7 % du PIB |
| F3 Accès au haut débit en milieu rural (%) | 46 | 90 | Obtenir un accès au haut débit similaire à celui des communautés urbaines. | | La vitesse moyenne de téléchargement du haut débit fixe est de 260+ Mbps. |

■ Valeur actuelle ■ Objectif 2030

Vivre mieux :

Accroître la prospérité pour tous

Introduction

Notre premier pilier critique se rapporte aux principaux éléments moteurs qui contribueront à améliorer le niveau de vie. L'objectif est de promouvoir les politiques et les pratiques qui permettront d'améliorer notre vie à tous, notamment en formant la main-d'œuvre la plus judicieuse, la plus diversifiée et la mieux branchée au monde.

Pour évaluer les progrès réalisés dans ce domaine, nous nous basons sur huit indicateurs, qui vont de la rapidité de la croissance des revenus à la proportion de femmes occupant des postes de direction.

Les résultats de l'année écoulée montrent que nous sommes encore très loin de nos objectifs.

DIRECTION : **POSITIVE**

VULNÉRABILITÉ : **MOYENNE**

RYTHME : **STAGNANT**

Augmenter le niveau de vie

Il n'y a qu'une façon de produire des salaires et des revenus plus élevés à long terme pour les travailleurs canadiens : rendre notre économie plus productive. Nous continuons pourtant à échouer sur ce front.

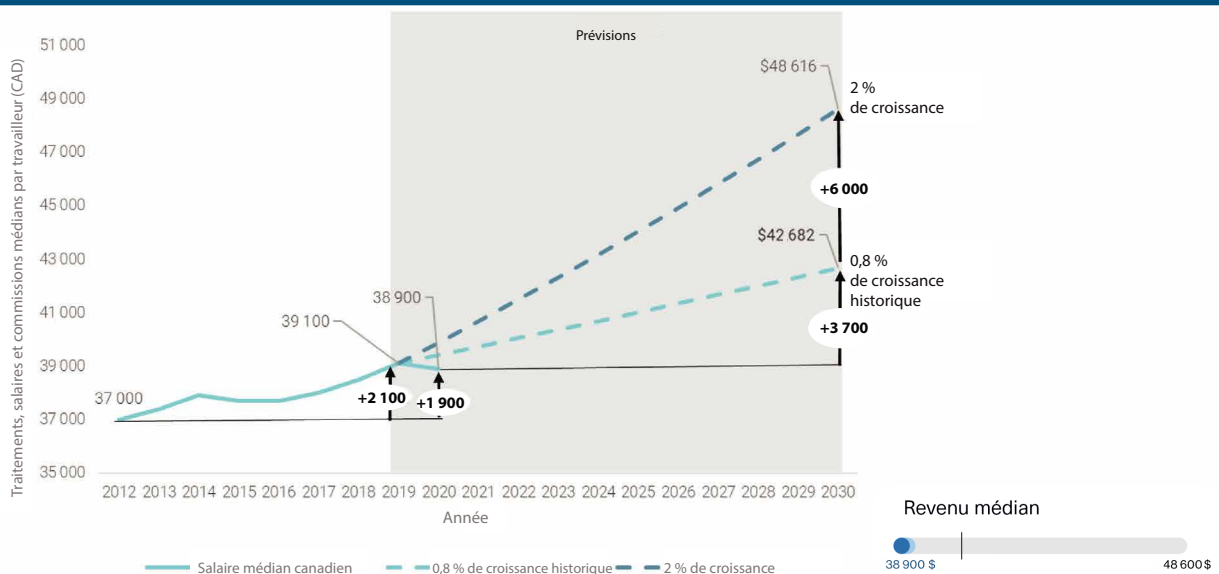
Il convient de noter que le PIB par habitant - peut-être l'indicateur le plus important de la réussite économique - demeure inférieur aux niveaux pré-pandémiques. Nous produisons davantage, mais uniquement parce que nous travaillons un plus grand

nombre d'heures, et non parce que nous produisons davantage pour chaque heure travaillée.

Au cours de la dernière décennie, la production réelle par personne au Canada n'a augmenté que de quatre pour cent, soit la moitié du taux de croissance de l'Australie et un tiers de celui des États-Unis.

Bref, nous laissons tomber nos travailleurs à un moment où l'inflation élevée érode leur pouvoir d'achat. **Les chiffres donnent à réfléchir.**

Les salaires médians canadiens ont légèrement diminué par rapport à 2019.



Source : StatCan, recherches dans la presse



Le revenu médian canadien provenant des salaires - en termes réels - a chuté pendant l'année de la pandémie de 2020, car de larges pans de l'économie ont été fermés. Nous nous sommes conséquemment éloignés de notre objectif d'augmenter d'un quart les revenus réels de l'emploi au cours de la présente décennie.

Certes, les travailleurs ont bénéficié de gains salariaux plus importants au cours de l'année écoulée, en raison de la reprise économique, du resserrement du marché du travail et de la hausse du coût de la vie. Mais les salaires n'ont pas réussi à suivre le rythme de l'inflation.

Après rajustement pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie, 2022 pourrait avoir été la pire année depuis des décennies au chapitre du pouvoir d'achat des travailleurs - une raison importante pour laquelle on s'attend maintenant à ce que la faiblesse des dépenses de consommation soit un frein majeur à la croissance cette année.

L'année dernière restera comme l'une des pires jamais enregistrées en ce qui concerne la part du revenu national consacrée au travail.

Pauvreté

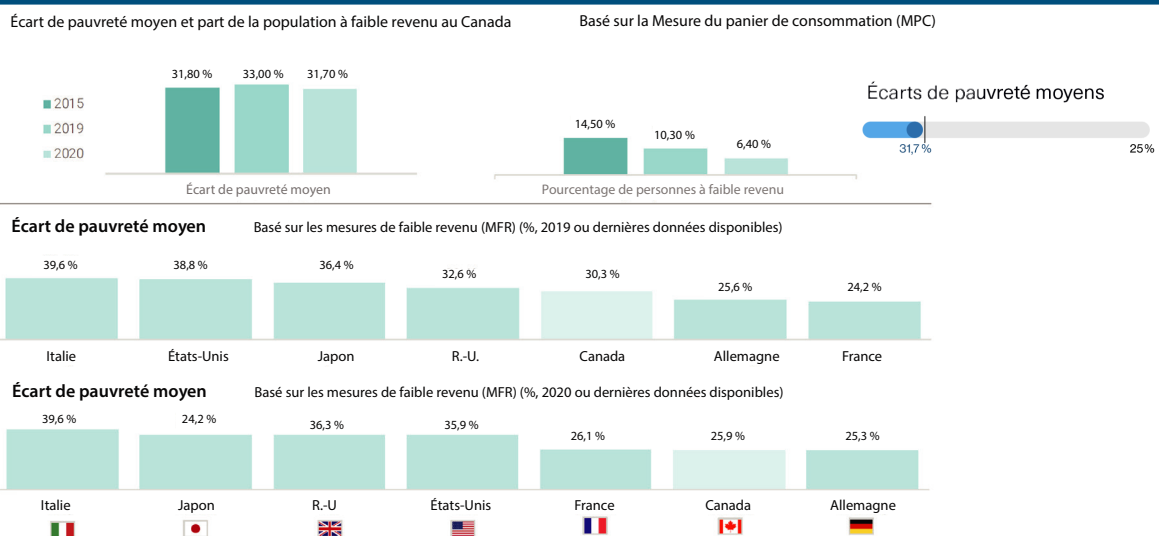
Les familles à faible revenu étaient les plus susceptibles de travailler dans des secteurs qui ont subi d'importantes fermetures pendant la pandémie. Mais le soutien généreux du gouvernement fédéral - qui a largement dépassé les revenus d'emploi perdus - a permis d'éviter le pire de la crise pour plusieurs. Certaines familles ont même vu leur situation financière s'améliorer, du moins temporairement.

Par conséquent, la proportion de Canadiens vivant dans la pauvreté a atteint son niveau le plus bas depuis des décennies pendant la pandémie.

Néanmoins, les perspectives pour les Canadiens à faible revenu sont incertaines. L'inflation galopante et les taux d'intérêt plus élevés de la dernière année ont un impact disproportionné sur les travailleurs les plus pauvres.

Les données préliminaires indiquent que les Canadiens à faible revenu ont vu leur valeur nette diminuer fortement l'année dernière, même s'ils restent en meilleure posture qu'avant la pandémie.

L'écart de pauvreté moyen et la part de la population à faible revenu ont tous deux été réduits depuis 2019.





Inclusivité

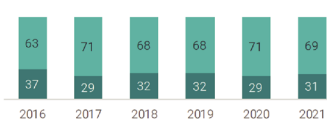
Le Canada enregistre certains progrès en matière d'inclusion économique, mais il reste beaucoup de chemin à parcourir et nous sommes loin d'avoir atteint nos objectifs de diversité.

La part des femmes occupant des postes de cadres supérieurs a augmenté de 2 points de pourcentage pour atteindre 31 % en 2021, mais ce chiffre est relativement stable depuis 2017 et bien en dessous de la parité - notre objectif pour cette décennie. Depuis 2016, la part des hommes occupant des postes de cadres supérieurs est assidûment demeurée deux fois plus élevée que celle des femmes.

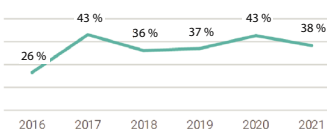
Pourtant, certains éléments indiquent que les femmes sont mieux représentées dans les conseils d'administration des plus grandes entreprises du pays. Selon le rapport sur les pratiques en matière de diversité d'Osler pour 2022, environ un quart des sièges de conseil d'administration sont occupés par des femmes, ce qui est beaucoup plus élevé que les 10 % enregistrés en 2015. Ce chiffre passe à un tiers parmi les sociétés cotées à l'indice composite S&P/TSX.

La part des femmes dans les professions de cadres supérieurs est à peu près restée 2 fois inférieure à celle des hommes depuis 2016.

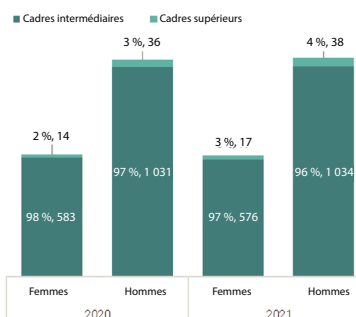
Répartition par sexe des emplois de cadres supérieurs¹ (2016-21, %)



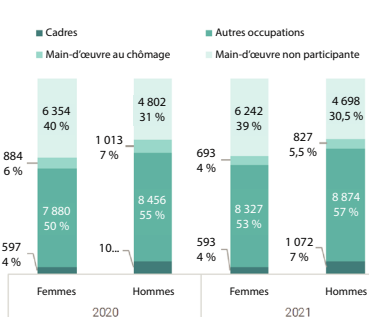
Écart entre les sexes dans les emplois de cadres supérieurs¹ (2016-21, %)



Répartition par sexe des emplois de cadres² (2020-21, 000, %)



Participation au marché du travail et emploi au Canada, par sexe et par profession (2020-21, 000, %)



Proportion de femmes dans les postes de cadre supérieur



Source : StatCan, McKinsey Global Institute

1. Les postes de cadres supérieurs se situent au sommet de la hiérarchie de gestion et sont désignés par des termes tels que président, chef de la direction, officier, notamment.
2. Les postes de gestion sont considérés comme étant au sommet de la hiérarchie organisationnelle des lieux de travail des entreprises où la prise de décision affecte l'organisation, ou les départements au sein des organisations.

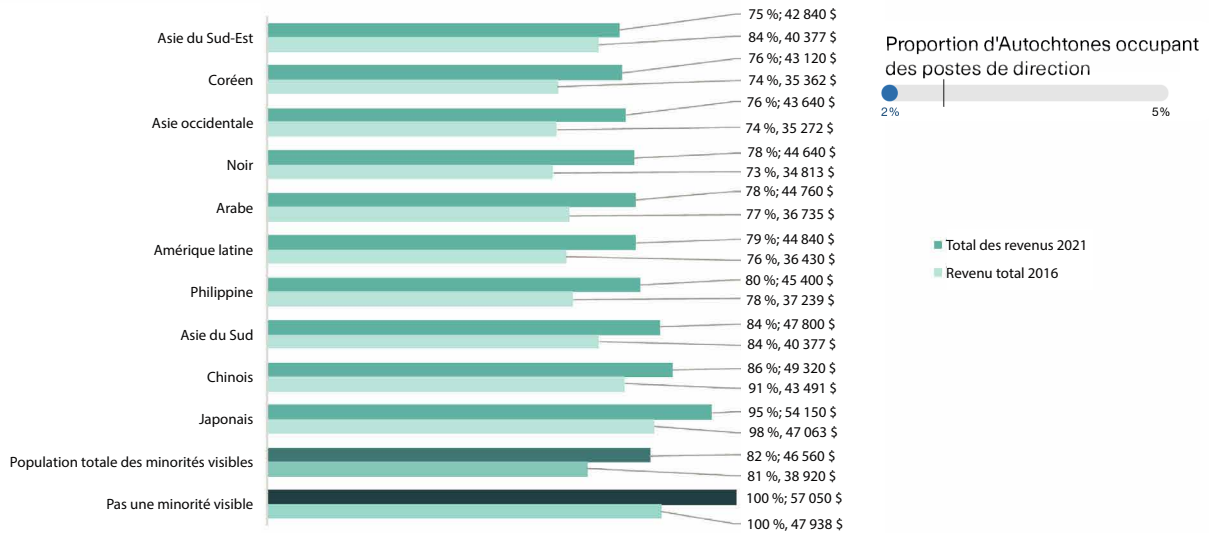
Les Canadiens autochtones obtiennent également de meilleurs résultats sur le marché du travail, les écarts avec les travailleurs non autochtones se comblant rapidement. Le taux d'activité de la population autochtone a dépassé celui des non-autochtones pour la toute première fois. La proportion de postes de cadres supérieurs occupés par des Canadiens autochtones a atteint 2,7 %, ce qui est également le chiffre le plus élevé jamais enregistré, mais représente tout de même la moitié de notre objectif de 5 %.

L'écart entre les revenus des Canadiens racialisés s'est légèrement réduit au cours des cinq dernières années, mais il demeure important. Les Canadiens racialisés gagnent 82 cents pour chaque dollar gagné par les Canadiens blancs. Les Canadiens noirs ont connu la plus forte croissance du revenu moyen parmi les Canadiens racialisés et ont progressé dans le classement.



Les Canadiens racialisés gagnent 82 cents pour chaque dollar gagné par les Canadiens non racialisés.

Écart salarial racial (Écart salarial par rapport aux minorités non visibles %, Revenu moyen d'emploi \$)



Source: StatCan

Classement mondial

Le Legatum Institute, un groupe d'analystes de Londres, produit un indice de prospérité basé sur 300 indicateurs pour 167 pays afin de guider les décideurs politiques mondiaux.

Le Canada se classe au 15e rang de l'indice, et a ainsi reculé de quatre places au cours de la dernière décennie. C'est dans la catégorie « qualité économique », qui prend en compte des indicateurs tels que la stabilité fiscale et macroéconomique, que le classement international du Canada a affiché la baisse la plus importante. Dans cette catégorie, le Canada se classe 40e, après avoir reculé de 13 places au cours de la dernière décennie.

Gagner au niveau mondial :

croître grâce à l'innovation

Introduction

Un deuxième pilier clé de notre Tableau de bord détermine dans quelle mesure nos entreprises atteignent une envergure mondiale grâce à l'innovation et à un investissement soutenu, et dans quelle mesure nous réussissons à créer des champions mondiaux formés au Canada.

DIRECTION : **STAGNANTE**

VULNÉRABILITÉ : **MOYENNE**

RYTHME : **LENT**

Investissement

Les dépenses des entreprises en matière de recherche et de développement continuent de stagner et d'être à la traîne par rapport à nos pairs.

En pourcentage du PIB, la R&D des entreprises a oscillé à un peu moins de 0,7 % au cours des 15 dernières années et ne montre aucun signe qu'elle atteindra notre objectif de 1,8 % d'ici 2030. Ce chiffre est bien inférieur à celui de pays pairs comme les États-Unis et semble indiquer que la faible contribution du secteur privé à l'innovation menace la capacité du Canada à se doter d'un avantage concurrentiel.

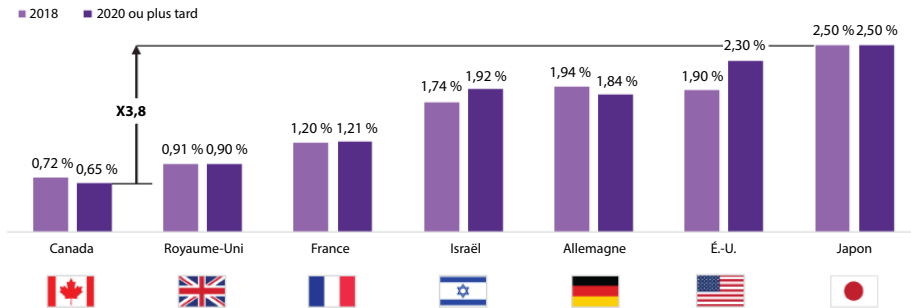
Il en va de même pour l'investissement dans la propriété intellectuelle, qui peine à dépasser le seuil de deux pour cent du PIB, et qui demeure semblable à celui d'il y a vingt ans.

Une tendance similaire se dégage lorsqu'on examine la part du PIB consacrée aux actifs corporels tels que les machines et les équipements - un autre indicateur qui stagne depuis des années. Par travailleur, l'investissement dans les actifs corporels reste similaire aux niveaux pré-pandémiques et inférieur d'environ un cinquième aux niveaux record d'il y a 15 ans.

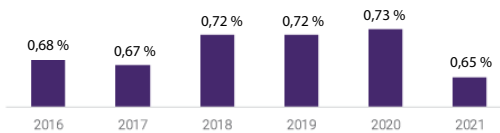
Les perspectives ne sont pas non plus particulièrement réjouissantes, car la hausse des taux d'intérêt rend les dépenses d'investissement plus coûteuses et l'affaiblissement de l'économie mondiale freine les exportations.

La R&D des entreprises est à la traîne par rapport aux pays pairs, ce qui ouvre la possibilité pour le secteur privé d'investir davantage pour soutenir l'innovation au Canada.

DERD financé par le secteur des entreprises (2018 et 2020 ou dernières données disponibles, % PIB)



DERD financées par le secteur des entreprises commerciales au Canada (2016-2021, % du PIB)

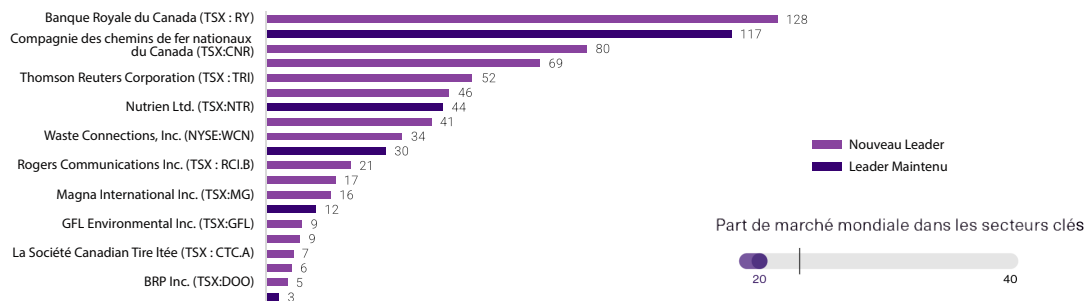


Investissements des entreprises dans la R&D



Le nombre de leaders canadiens est passé à 20 en ajoutant cinq nouveaux leaders à la liste.

Leaders canadiens¹ selon la capitalisation boursière (octobre 2022, milliards \$)



| Anciens leaders (sur la base de la capitalisation boursière de 2021) | | | | | |
|--|------------------------------------|---------------------------|---------------------------|-------------------|--|
| # | Compagnie | 2021 Cap. boursière (\$M) | 2022 Cap. boursière (\$M) | Rang ¹ | Notes |
| 1 | Shopify Inc. | 187 811 | 43 493 | 13 | |
| 2 | Brookfield Asset Management Inc. | 87 648 | 62 812 | 40 | |
| 3 | Lululemon Athletica Inc. | 54 614 | 41 883 | 7 | Changement de pays d'opérations aux É.-U. |
| 4 | Brookfield Renewable Partners L.P. | 19 061 | 13 783 | 14 | Changement de pays d'opérations aux Bermudes |

| IRC | De | 2020 | À |
|--------------------------------|----|------|----|
| Leaders mondiaux canadiens (#) | 19 | 20 | 40 |

1. Entreprises classées parmi les 10 premières de leur secteur au niveau mondial, sur la base de la capitalisation boursière (min. 1 milliard \$).
Source : CapitalIQ, Recherche de presse



Échelle mondiale

Nous avons observé des avancées progressives dans le classement des leaders mondiaux dans certains secteurs d'activité, bien que le Canada ait toujours du mal à accaparer des parts de marché. Le nombre d'entreprises figurant dans le Top 10 de leur secteur d'activité a légèrement augmenté pour atteindre environ 20 sur notre Tableau de bord, mais cela ne représente que la mi-parcours de notre objectif de 40 d'ici 2030.

Nous pensons qu'il est possible de doubler le nombre de leaders mondiaux en gravissant des échelons dans le secteur des biosciences, de la fabrication de pointe, des technologies propres, de l'agroalimentaire et du numérique.

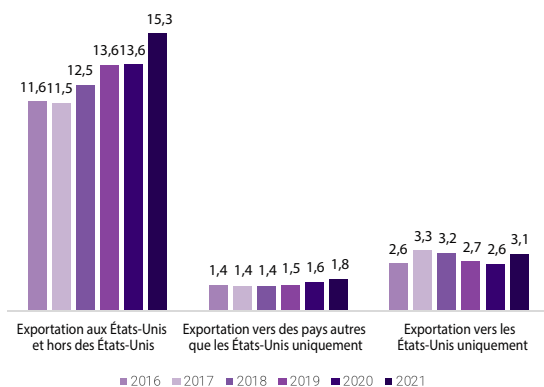
Les données affichent de bien meilleurs progrès quant au développement de nos entreprises technologiques. Le nombre de jeunes entreprises technologiques privées évaluées à un milliard \$ est passé de quatre à 21, dépassant déjà l'objectif de 17 fixé pour 2030.

Un autre indicateur solide est le large éventail d'entreprises canadiennes qui tirent profit des exportations. La valeur moyenne des exportations par PME est passée à environ 5 300 \$, ce qui est en bonne voie pour atteindre notre objectif de 8 000 \$ d'ici 2030.

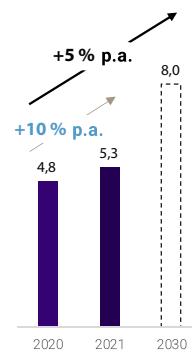
La valeur moyenne des exportations des PME a augmenté depuis 2020 pour tous les groupes de PME en fonction des destinations d'exportation.

Valeur moyenne des exportations par PME (en milliers \$)

Par destination d'exportation



TOUTES les PME



Valeur moyenne des exportations par PME



Pour une croissance durable :

placer l'environnement au premier plan des prises de décision

Introduction

L'environnement est l'un des principaux piliers que nous devons avoir au premier plan de nos décisions. Les entreprises et les gouvernements doivent redoubler d'efforts pour réduire l'empreinte carbone de la nation et se rapprocher de l'objectif de carboneutralité. Une économie plus verte renforcera notre compétitivité économique.

La dernière année rapportée pour les émissions de gaz à effet de serre a coïncidé avec la première année de la pandémie, lorsque de larges pans de l'économie ont suspendu leurs activités. Le résultat final en a été une forte réduction des niveaux d'émissions, tant absolus que relatifs, en 2020, ce qui complique la tâche de discerner les tendances à long terme.

DIRECTION : POSITIVE

VULNÉRABILITÉ : ÉLEVÉE

RYTHME : LENT

Intensité des GES

Le Canada a généré 672 mégatonnes d'émissions de dioxyde de carbone en 2020, soit une forte baisse par rapport aux 738 mégatonnes de 2019.

Par dollar de production économique, les émissions ont diminué de 5 % en 2020, ce qui nous permet d'atteindre « l'objectif d'intensité » de la Coalition, soit une baisse d'un quart d'ici 2030.

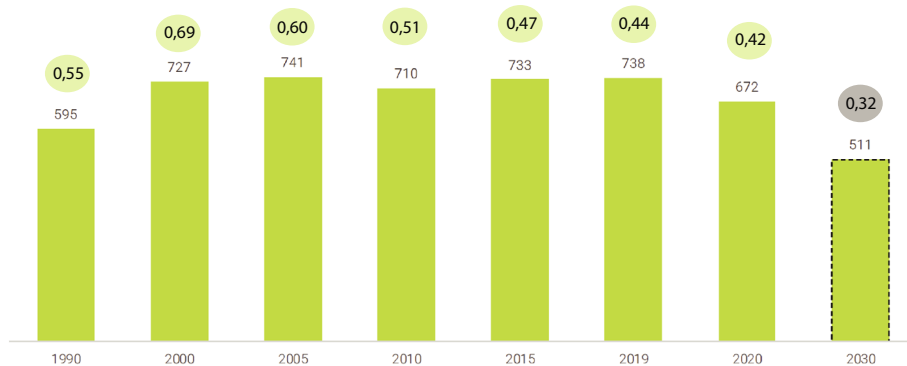
Le Canada s'est engagé à réduire ses émissions de GES de 2005 de 30 pour cent d'ici 2030 dans le cadre de l'Accord de Paris.

Émissions de GES par unité de PIB



■ Émissions de GES (Mt éq. CO₂)

× Émissions de GES en milliards \$ de PIB (Mo éq. CO₂)



Source : Gouvernement du Canada



Cela dépendra bien sûr d'une articulation finement équilibrée des politiques, qui permettra de réduire les émissions sans mettre en péril la croissance économique. Des changements trop radicaux pourraient saper le soutien de l'opinion publique, mais ne pas aller assez vite n'est pas une option.

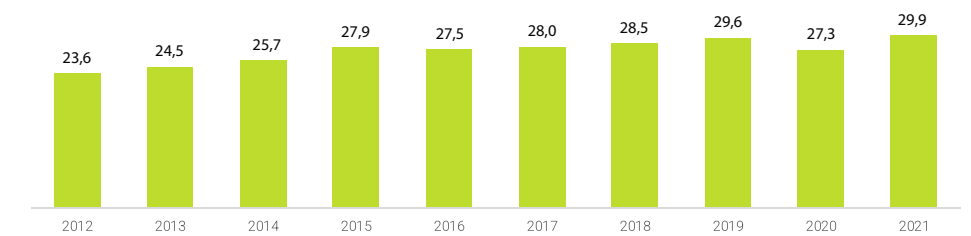
Dans certains domaines, nous avons un point de départ solide. La part canadienne de la production d'électricité à partir de sources renouvelables, par exemple, est plus élevée que celle de la plupart de nos pairs et elle est en hausse. Mais la transition

énergétique exigera que nous produisions environ deux fois plus d'électricité propre que nous ne le faisons actuellement.

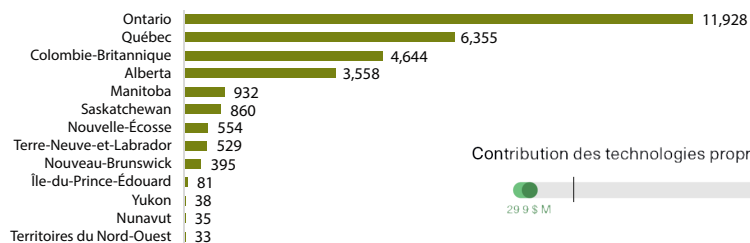
Notre économie fondée sur les ressources naturelles fait de la transition climatique une entreprise coûteuse à court terme. C'est particulièrement vrai si nous ne parvenons pas à exploiter la capture de carbone et d'autres technologies pour faciliter la transition dans le secteur du pétrole et du gaz.

La contribution des écotecnologies du Canada au PIB a augmenté depuis 2020. Cependant, la route sera encore longue pour atteindre les objectifs ambitieux fixés par les tables sectorielles de stratégie économique.

Total, produits d'écotechnologie (milliards \$)



Total, produits d'écotechnologie Basé sur la province (\$ M)



Contribution des technologies propres au PIB



Au cours de l'année écoulée, le Canada a généré environ 200 milliards \$ de recettes d'exportation à partir de sources d'énergie fossiles, ce qui rend ce secteur presque impossible à remplacer, du moins dans l'immédiat, en tant que source d'opérations de change et de croissance économique.

Un arrêt brutal de ces envois se traduirait par un fort affaiblissement de la devise et des déficits commerciaux beaucoup plus élevés avec le reste du monde. Nous serions tous plus pauvres.

Les données affichent une hausse de la production de technologies propres, qui a augmenté de près de 10 % en 2021 pour atteindre 30 milliards \$. Nous aimerions que ce secteur atteigne 100 milliards \$ d'ici la fin de la décennie, afin que la transition vers une économie à faible émission de carbone puisse se faire tout en maintenant notre prospérité commune.

Comblent le fossé entre les secteurs rural et urbain au Canada

À l'heure où le Canada est en quête d'un meilleur avenir économique, il ne fait aucun doute que nos efforts pour susciter une croissance plus affirmée et une meilleure qualité de vie seront vains si les avantages ne sont pas partagés par tous les Canadiens. Il s'agit notamment de combler les écarts persistants dans les conditions qui divisent le Canada rural et urbain.

La Coalition a entrepris une analyse distincte qui examine de plus près la situation du Canada rural, en s'appuyant sur certaines des mesures statistiques que nous avons utilisées pour le Tableau de bord.

Dans l'ensemble, il ressort clairement que nous devons faire beaucoup plus pour nous attaquer aux véritables obstacles à l'égalité des chances dans les régions éloignées et non urbaines du pays. Si les économies rurales continuent de se porter relativement bien, les régions éloignées restent mal desservies - de la large bande à l'éducation en passant par les soins de santé - par les gouvernements et par les entreprises.

Tendances économiques rurales

Les régions rurales et éloignées du Canada sont très dynamiques au chapitre de l'activité économique, grâce au rôle important des ressources, mais le vieillissement démographique et la disponibilité de la main-d'œuvre continuent d'avoir un effet négatif disproportionné.

Par exemple, contrairement à la plupart des régions urbaines du Canada, de nombreuses régions éloignées et rurales du pays n'ont pas connu de reprise complète de l'emploi, même si le chômage dans ces régions reste proche des plus bas niveaux historiques. Les facteurs démographiques sont probablement en cause.

Les taux de pauvreté sont plus faibles dans une grande partie du Canada rural, en partie parce que le coût du logement y est moins élevé. En même temps, paradoxalement, certains des endroits les plus pauvres du Canada se trouvent dans des régions éloignées.

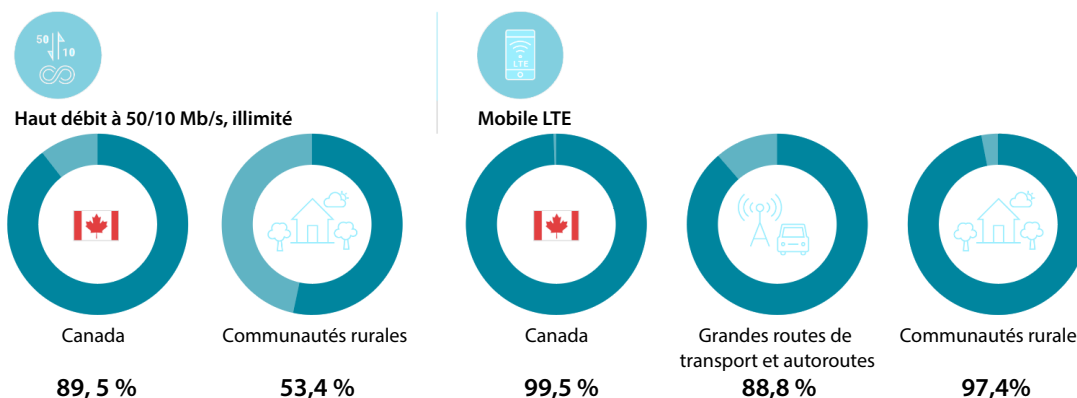
Pour compliquer encore le tableau, il y a des différences entre les régions rurales proches des zones métropolitaines qui ont connu une forte croissance de la population et de la main-d'œuvre, tandis que dans les régions plus éloignées, la tendance à long terme est à la baisse des niveaux d'emploi.

Comblent la fracture numérique au Canada (août 2022)

Seules 53,4 % des zones rurales et éloignées ont accès au service à large bande.

L'accès à la technologie LTE mobile est relativement équilibré et équitable entre les zones rurales et urbaines.

% de la population utilisant Internet (2022)



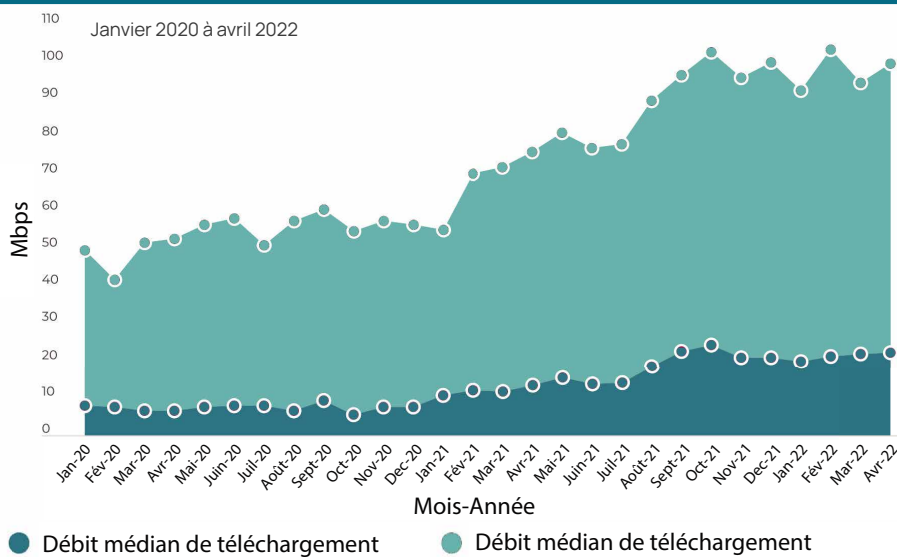


Services

Si le tableau économique du Canada rural est mitigé, les défis auxquels sont confrontés ceux qui doivent accéder aux services dans les régions éloignées du pays sont plus uniformes. Plus on

s'éloigne d'un centre urbain, plus on est susceptible d'être confronté à une détérioration de la qualité des services quotidiens tels que la connectivité Internet, l'éducation et le transport.

La fracture numérique entre les villes et les campagnes



Un problème de longue date est l'accès très différent au haut débit dans les régions rurales et éloignées. Bien que l'écart d'accessibilité se soit quelque peu réduit, le service Internet offert à la plupart des utilisateurs ruraux est encore bien loin de la définition du gouvernement fédéral du « haut débit ».

Seules 53 % des zones rurales et éloignées ont accès à des débits Internet à large bande, contre 90 % pour l'ensemble du Canada. Toutefois, l'accès à la technologie mobile LTE - une technologie 4G - est relativement équilibré et équitable entre les zones rurales et urbaines.

Le faible niveau d'instruction des femmes, en particulier des femmes autochtones, constitue un autre défi pour le Canada.

Il est également démontré que les entreprises rurales sont moins susceptibles d'adopter l'automatisation, même si elles produisent un revenu moyen plus élevé que leurs homologues urbaines.

Le Canada rural aura également besoin d'un plus grand soutien pour atteindre la carboneutralité, étant donné la grande majorité des communautés éloignées - environ 73 % - qui dépendent du diesel, nuisible à l'environnement, comme principale source d'énergie.

La capacité de production d'énergie renouvelable, quant à elle, est limitée dans les zones rurales, notamment pour les communautés autochtones.

Conclusion

Dans cette première mise à jour sur Tableau de bord de la Coalition, les chiffres illustrent que notre économie présente des forces et des faiblesses fondamentales.

Nous sommes en situation de force en matière de ressources humaines, grâce à une ouverture à l'immigration qui nous donne un avantage concurrentiel important. Bien que nous soyons encore loin de nos objectifs en matière de diversité, nous faisons des progrès en matière d'inclusion, y compris des progrès importants, dans la population active, pour les peuples autochtones. Nos taux de pauvreté ont baissé, grâce à un généreux soutien au revenu pour les familles à faible revenu et à un marché du travail en pénurie de main-d'œuvre.

Le Canada a également un plan ambitieux pour passer à une économie à faible émission de carbone, mais il faudra du temps et d'importants investissements publics et privés pour y arriver.

Les chiffres montrent également que nous ne sommes pas à la hauteur à certains des égards les plus importants, dont le PIB par habitant et les investissements. Sans prospérité économique, le niveau de vie et les revenus réels des Canadiens seront affectés à l'avenir.

C'est pourquoi la Coalition pour un avenir meilleur réclame un plan de croissance économique à long terme qui soit inclusif et durable, pour jeter les assises d'un meilleur avenir pour tous les Canadiens.

Sans prospérité économique, le niveau de vie et les revenus réels des Canadiens seront affectés à l'avenir.

Merci à nos partenaires

La Coalition pour un avenir meilleur ne serait pas là où elle est aujourd'hui sans le soutien de plus de 142 organismes à travers le pays, lesquels représentent à la fois la société civile et le secteur privé.

Nous sommes reconnaissants à notre commanditaire fondateur, le **Conseil canadien des affaires**, ainsi qu'au commanditaire de notre présentation du Rapport sur le Tableau de bord, **Power Corporation du Canada**, de croire que les données font la différence.

Notre partenaire de recherche, l'**École de gestion Telfer de l'Université d'Ottawa**, a produit notre première année d'analyse.

Les Producteurs laitiers du Canada ont soutenu notre analyse rurale, tout comme **Financement agricole Canada**.

Nous remercions **Bruce Power**, **BIOTECanada**, l'**Association canadienne des télécommunications sans fil**, les **Comptables professionnels agréés du Canada**, la **Coalition maritime canadienne**, la **Fondation Max Bell**, **Roche Canada Pharma** et la **Sustainable Forestry Initiative** durable d'avoir soutenu notre événement de présentation du Rapport sur le Tableau de bord.

Merci à **Shell Canada** pour son soutien à notre tournée des campus.

Nous tenons également à remercier la **CIBC** et **Pathways Alliance** pour avoir rendu possible notre série de tribunes Podium.

Toute notre reconnaissance également à l'équipe de **Compass Rose**, cabinet d'affaires publiques animé par la quête du bien commun. Son équipe a travaillé aux côtés de la Coalition pour l'inspirer et lui donner forme.

Et bien sûr, à nos 142 organismes membres, merci pour votre engagement collectif à jeter ensemble les assises d'un meilleur pays.



COALITION 
POUR UN AVENIR MEILLEUR

coalitioncanadienne.ca